

## MONDE

**Les chrétiens de Bagdad pris pour cible.** Au moins 19 personnes ont été tuées dans une église syriaque catholique alors que les forces irakiennes donnaient l'assaut pour tenter de libérer une centaine de fidèles pris en otage. Al-Qaïda en Irak a affirmé que les chrétiens étaient désormais des « *cibles légitimes* » après l'expiration de son ultimatum à l'Eglise copte d'Egypte pour libérer deux femmes. En revendiquant l'attaque d'une église à Bagdad dimanche, l'Etat islamique d'Irak (ISI) avait donné un ultimatum de 48 heures à l'Eglise copte d'Egypte pour libérer deux chrétiennes converties à l'islam et « *emprisonnées dans des monastères* » de ce pays selon lui.

**Lutte contre le terrorisme.** Brice HORTEFEUX a annoncé l'arrestation de deux hommes soupçonnés de préparer un attentat en France. Ils ont été interpellés pour association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte terroriste. Depuis le début de l'année, la police française a interpellé 85 personnes dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et 27 d'entre-elles sont actuellement écrouées, selon le ministre. Après l'interception de colis piégés à bord de plusieurs avions de fret à destination des Etats-Unis, la France a suspendu le trafic marchandises en provenance du Yémen. Paris a aussi annoncé un renforcement des contrôles de passagers.

**Le Yémen s'insurge.** En écho aux mesures de sécurité prises par certains pays après la découverte de colis piégés dans des vols au départ du Yémen.

**Colis empoisonnés.** La police grecque avait découvert cinq colis piégés adressés aux ambassades de Suisse, de Bulgarie, de Russie, du Chili et d'Allemagne, dont un a explosé sans faire de victimes. Ces incidents interviennent au lendemain de l'arrestation de deux jeunes Grecs dont l'un recherché pour extrémisme anarchiste, accusés d'avoir tenté lundi d'adresser des colis piégés au président de la République Nicolas SARKOZY ainsi qu'aux ambassades du Mexique, des Pays-Bas et de Belgique.

**Contexte social tendu en Grèce.** Ces événements interviennent à quelques jours d'élections locales cruciales pour le gouvernement socialiste, qui a mené un impopulaire programme d'austérité afin de tenter de juguler la dette abyssale du pays.

**Kosovo : le Parlement censure le gouvernement.** La motion a été votée par 66 voix contre 2 et 1 abstention. Des élections législatives se tiendront le 12 décembre. Il s'agira du premier scrutin de ce type depuis la proclamation d'indépendance du Kosovo, en février 2008. Le vote est intervenu à l'issue d'un débat au cours duquel le gouvernement du Premier ministre Hashim THACI a essuyé de violentes critiques de la part de l'opposition.

**Les raisons de la colère.** Le président russe Dmitri MEDVEDEV s'est rendu aux îles Kouriles, une première pour un chef d'Etat russe depuis 1945 sur ces territoires, objet d'une dispute avec Tokyo depuis la Seconde Guerre mondiale. Cette visite éclair a immédiatement suscité les réactions indignées du Japon. Le Premier ministre Naoto KAN a jugé « *très regrettable* » cette initiative. Tokyo a temporairement rappelé son ambassadeur en poste à Moscou.

**Coopération nucléaire Vietnam – Russie.** Signature d'un accord pour la construction de la première centrale nucléaire du Vietnam, un contrat estimé à quelque 4 milliards d'euros, signé en présence du président Dmitri MEDVEDEV, qui souhaite renforcer les liens avec son ancien allié communiste.

**Exposition universelle fermée : taux d'affluence record.** 72 millions de visiteurs à Shanghai, qui a fermé ses portes. Pékin a dépensé plus de 3 milliards d'euros pour cette exposition qui aura duré six mois. Le pavillon France obtient la palme du pavillon individuel le plus fréquenté, avec plus de dix millions de visiteurs.

## EUROPE

**L'amie Albion.** « *Aujourd'hui, je suis très heureux de pouvoir vous dire que les montres de la France et de l'Angleterre marquent strictement la même heure* ». Déclaration du président français, Nicolas

SARKOZY, après la signature d'un traité de défense et de sécurité avec le premier ministre britannique, David CAMERON. Après la signature d'un premier traité « cadre » énumérant tous les domaines du futur partenariat, la Grande-Bretagne et la France vont d'abord créer une « force expéditionnaire conjointe » de plusieurs milliers d'hommes, mobilisable pour des opérations extérieures bilatérales ou sous drapeaux de l'OTAN, de l'ONU ou de l'Union européenne. Contrairement à la brigade franco-allemande existante, cette force sous commandement unique ne sera pas « permanente », mais constituera un vivier d'unités terrestres, aériennes et maritimes qui s'entraîneront ensemble et devront participer à ses premiers exercices dès 2011.

**Simuler la simulation.** Les deux pays simuleront à partir de 2014 le fonctionnement de leur arsenal atomique dans un même laboratoire implanté près de Dijon en Bourgogne. Un centre de recherche sera parallèlement ouvert aux spécialistes des deux pays, dans le sud-est de l'Angleterre. Outre le nucléaire et la force conjointe, Paris et Londres partageront, à partir de 2020, leurs deux porte-avions pour permettre aux avions de l'un des pays d'opérer à partir du navire de son voisin. L'entretien du futur avion de transport A400M et l'entraînement de ses pilotes seront aussi mutualisés.

**Les réactions.** Alors que la presse britannique s'inquiétait du scellement de cette alliance, M. CAMERON a tenu à rassurer ses compatriotes : « *La Grande-Bretagne et la France sont et seront toujours des nations souveraines capables de déployer leurs forces armées de manière indépendante et dans nos intérêts nationaux quand nous décidons de le faire* », a-t-il affirmé. De son côté, M. SARKOZY a souligné que « *l'effort de sécurité ne doit pas être relâché dans le monde dangereux qui est le nôtre* ». Jean-Michel BOUCHERON, rapporteur (PS) du budget de la Défense, s'est félicité de la conclusion de ces accords « *bienvenus et (qui) doivent être approuvés* » alors que « *l'Europe de la défense était en panne* ».

**Création d'un Fonds de soutien permanent.** Les dirigeants de l'UE se sont mis d'accord sur le principe d'un changement limité du traité de Lisbonne, afin de permettre à la zone euro de mieux résister aux crises financières à l'avenir. L'objectif principal est la création d'un Fonds de soutien permanent pour les pays de l'Union monétaire qui seraient en grande difficulté, comme la Grèce au printemps.

**SEAE. Autour du Français, une Allemande et un Polonais.** Le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine ASHTON, a annoncé la nomination d'une Allemande, Helga SCHMID et d'un Polonais, Maciej POPOWSKI, aux postes de secrétaires généraux adjoints du nouveau Service européen d'action extérieure.

**Pas d'impôt européen.** Après la France, qui a déjà jugé l'idée « *parfaitement inopportune* », la chancelière allemande Angela MERKEL s'est opposée à la possible création d'un « *impôt européen* », une idée controversée émise par la Commission européenne pour augmenter les ressources propres de l'UE dans le cadre des discussions budgétaires.

**Portugal : un accord politique sur une solution économique.** Le gouvernement socialiste minoritaire et l'opposition de centre-droit ont scellé un accord garantissant l'adoption d'un budget « *imposant des sacrifices aux Portugais* » en 2011, jugé « *très important* » pour restaurer la confiance des marchés.

**Délié les langues.** Le président du conseil d'administration du Collège de l'Europe à Bruges, s'est adressé au premier ministre belge néerlandophone, Yves LETERME, en français, après avoir annoncé vouloir conclure son intervention dans la langue officielle de la Belgique et « *la langue d'Yves LETERME* ».

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**Un 2<sup>ème</sup> tour pour la présidentielle en Côte d'Ivoire.** Laurent GBAGBO, le président, est arrivé en tête du 1<sup>er</sup> tour devant le chef de l'opposition Alassane OUATTARA, selon des résultats définitifs de la Commission électorale. Laurent GBAGBO a obtenu près de 38% des suffrages, contre 32% à l'ancien Premier ministre Alassane OUATTARA. L'ancien président Henri Konan BEDIE, qui a recueilli 25% des voix, a demandé un recomptage, accusant la commission électorale d'avoir publié de faux résultats avec « *le souhait clair* » de truquer le scrutin. Le 2<sup>ème</sup> tour est prévu le 28 novembre. Très attendue, l'élection présidentielle a été reportée à six reprises en raison de la guerre civile qui a éclaté en 2002, coupant le pays en deux et des difficultés pour établir les listes électorales.

**HU Jintao en France.** Visite d'Etat du président chinois. Elle doit définitivement sceller la fin de la brouille entre les deux pays par des milliards d'euros de contrats, notamment pour Airbus et Areva.

**Une femme à la tête du Brésil.** « *C'est une tâche difficile et ambitieuse de lui succéder, mais je saurai honorer cet héritage* ». Déclaration de Dilma ROUSSEFF, élue présidente du Brésil avec 56% des suffrages. Elle a promis de poursuivre le programme de son prédécesseur LULA.

**Le Niger adopte une nouvelle Constitution.** Le « oui » l'a emporté au référendum.

**Etats-Unis : les planches à billets roulent...** La banque centrale a ouvert en grand les vannes du crédit en annonçant son intention d'injecter 600 milliards de dollars pour soutenir la reprise et les prix, au lendemain d'un scrutin ayant amené à Washington une majorité prônant l'austérité budgétaire.

**Mais pas les feuilles...** La proposition visant à légaliser la culture, la consommation et le commerce du cannabis a été rejetée par 57% des électeurs californiens.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**FILLON et Matignon.** Extrait du discours du Premier ministre, interprété par la presse comme une annonce de sa volonté d'être reconduit dans ses fonctions. « *La réforme des retraites, Mesdames et Messieurs, sera bientôt derrière nous, mais elle n'est qu'un pas supplémentaire dans la nécessaire rénovation de notre modèle social et économique. Je crois à la continuité de notre politique réformatrice parce que je pense qu'on ne gagne rien à changer de cap au milieu de l'action et parce que le redressement de la France réclame de la durée. Cette politique c'est une politique équilibrée et cela n'est pas en faisant basculer à gauche ou à droite que l'on obtiendra des résultats. Et cela n'est pas non plus en reniant ce que l'on a fait ou en nous excusant d'avoir réformé que nous convaincrions nos concitoyens. Je pense que les Français nous jugeront sur notre cohérence, sur notre droiture et sur notre franchise. Nous avons des défis à relever et ces défis ne se prêtent nullement à des virages tacticiens.* »

**BORLOO se place sur le terrain social.** Le ministre d'Etat a commenté « *la crise sociale que traverse le pays* », appelant à la « *cohésion* » en période de crise. Tout en multipliant les déclarations sur la situation économique et sociale du pays, Jean-Louis BORLOO est également revenu sur la principale réforme qui aura marqué son passage au gouvernement depuis 2007, sous la forme d'un rapport d'experts. Il y évoque la « *dynamique* » du Grenelle de l'environnement, qui est « *en marche* », avec plus des trois quarts des 268 engagements pris en octobre 2007 aujourd'hui « *réalisés* » ou « *en cours de réalisation* ».

**Remaniement annoncé à l'UMP aussi.** La question du remplacement de Xavier BERTRAND au poste de secrétaire général de l'UMP est de plus en plus évoquée. « *Il est partant à 80%* », selon un cadre du parti majoritaire. Le retour au gouvernement de M. BERTRAND serait envisagé. Il serait remplacé par Jean-François COPE, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale. M. Xavier BERTRAND a ainsi jugé « *possible* » que M. COPE le remplace, soulignant cependant que cette question relevait du choix de Nicolas SARKOZY.

**Interdire de bloquer les « fonctions vitales du pays ».** C'est la proposition de Jean-François COPE, dans le cadre d'un groupe de travail de députés UMP. La réflexion portera sur une interdiction des blocages des raffineries de pétrole, des ports et des autres « *fonctions vitales du pays* ». « *En fonction du calendrier, on verra si c'est quelque chose qui doit être adopté avant la présidentielle ou qui doit être mis dans le débat présidentiel, pour le faire arbitrer par les Français* », a-t-il dit.

**Pas de réforme du droit du sol.** Pierre MAZEAUD, ancien président du Conseil constitutionnel, président de la Fondation Charles de Gaulle, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien député, ancien président de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, ancien ministre, a estimé lors de son audition par la mission d'information sur le droit de la nationalité, qu'« *il n'y a pas lieu* » de modifier la législation régissant l'accès à la nationalité. « *Certains disent qu'il faudrait aggraver* » les dispositions sur l'accès à la nationalité pour des individus frappés de sanctions pénales, « *cela n'est pas mon opinion* », a-t-il insisté. Quand à « *poser la question du jus soli* », M. MAZEAUD répond « *l'immigration est un fait. La nationalité, c'est autre chose, c'est l'état de la personne* ».

**Dominique STRAUSS-KAHN à la une de Nexsweek.** L'édition européenne du magazine américain titre : « *Dominique STRAUSS-KAHN, prêt à diriger la France... ou le monde?* ». Saluant son action à la tête du FMI, l'hebdomadaire juge que DSK « *n'a jamais connu de telles louanges ni même une telle reconnaissance de ses opinions politiques et économiques centristes* » au cours de sa carrière en France. Le magazine s'interroge sur l'avenir de l'ancien ministre, favori des sondages : « *devrait-il rester au FMI, dans ce rôle clé sur la scène mondiale, dont le mandat expire fin*

2012 ? Ou est-ce qu'il devrait démissionner et revenir en France l'année prochaine pour faire campagne pour la présidentielle de 2012 ? ». Selon le magazine américain, le directeur général du FMI est handicapé dans son combat pour la présidentielle par l'aile gauche du parti socialiste.

**Les Chrétiens-démocrates veulent espérer.** La présidente du Parti chrétien-démocrate (PCD) Christine BOUTIN, a annoncé sa probable candidature à l'élection présidentielle de 2012. « Nous aurons un candidat à la présidentielle, vraisemblablement moi, car la France a besoin d'un cap, d'une espérance, d'un enthousiasme, en ces temps difficiles de mondialisation », a annoncé Mme BOUTIN.

**Le procès en appel de l'affaire Clearstream**, au cours duquel comparaitra notamment l'ancien Premier ministre Dominique de VILLEPIN, se tiendra du 2 au 26 mai 2011.

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**Le budget 2011 de la Sécu approuvé.** Les députés l'ont ramené à 21,3 milliards d'euros, contre 23,1 en 2010. L'aide médicale d'Etat devient payante (30 euros par an), pour les étrangers en situation irrégulière. Selon l'argumentaire, il s'agit de lutter contre le tourisme médical.

**Les finances et les affaires étrangères approuvent l'aide française au développement pour 2011.** Les crédits de l'APD ont été adoptés par les deux commissions, sur fond de vives critiques. Ils atteindront pour la première fois 10 milliards en 2012. La priorité reste l'Afrique subsaharienne, devant les pays de la Méditerranée, les pays émergents et les pays en crise. Les seront examinés en séance plénière à l'Assemblée le 15 novembre.

### Sénat

**Initiative parlementaire.** Hugues PORTELLI, sénateur (UMP) du Val-d'Oise, et l'ancien ministre Jean-Pierre SUEUR, sénateur (PS) du Loiret, ont présenté e rapport de la mission sénatoriale d'information sur les sondages en-matière électorale. Considérant que la législation actuellement applicable en matière de sondages n'est pas satisfaisante, les deux élus ont avancé 15 propositions. M. PORTELLI vient de déposer une proposition de loi, traduction législative de ces recommandations. Cette proposition compte au total 21 articles.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projet de loi** relatif à l'élection des représentants au Parlement européen. Le texte tire les conséquences d'un protocole au Traité de Lisbonne prévoyant la désignation, dès avant le renouvellement intégral de 2014, de représentants supplémentaires au Parlement européen. Deux sièges de plus sont ainsi à pourvoir en France. A titre transitoire, les deux députés seront élus par l'Assemblée nationale, en son sein, à la représentation proportionnelle.

L'autre point du texte : les Français établis hors de France retrouveront la possibilité de voter dans les consulats, comme pour l'élection présidentielle. Ils seront rattachés à l'Ile-de-France.

**Communications.** La carte musique. / La situation des constructeurs automobiles et de leurs sous-traitants. / La consultation nationale des usagers de Pôle emploi.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**2,572 millions de chômeurs sont indemnisés** par l'assurance chômage ou par l'Etat au titre de la solidarité. C'est 0,7% de plus sur un mois et +3,5% sur un an), selon Pôle emploi.

**Zone euro – chômage.** Le taux dans les 16 pays a atteint 10,1% de la population active (soit 15,917 millions de personnes) en septembre, son plus haut niveau historique, selon Eurostat. Pour l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage est resté stable en septembre à 9,6%. Les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés aux Pays-Bas (4,4%) et en Autriche (4,5%), le plus élevé en Espagne (20,8%), relève Eurostat.

**Hausse dans l'ancien.** Les prix de vente des logements anciens en Ile-de-France ont enregistré une hausse de 10,2% pour la période juin-août 2010 par rapport à la même période de 2009, Paris établissant un nouveau record historique avec une progression de 12,9%.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**La prise en charge au rapport.** Les parlementaires, Sophie JOISSAINS et Geneviève COLOT ont remis leur rapport au Président de la République. Elles estiment que si la promesse présidentielle est une mesure « *appréciée et attendue des familles* », la poursuite de sa mise en place nécessite des « *corrections* » et « *un budget maîtrisé* ».

- Le coût sincère de la PEC en 2009 : 19,9 millions d'euros. Elles affirment également que bien que cette mesure ait un coût, celui-ci est très éloigné de ce qui est généralement avancé. Elles estiment le coût net de la PEC, après en avoir exclu les frais de scolarité qui de toutes façon auraient été couverts par les bourses. De sorte que la PEC a coûté 19,9 millions d'euros en 2009, et non 26,4 millions d'euros, comme affirmé par certains responsables ou d'autres rapports.

- La cristallisation de la mesure. Crise oblige, les parlementaires plaident en faveur du maintien du moratoire de la mesure, la limitant aux classes de lycées. Elles préconisent aussi un plafonnement des frais de scolarité au niveau des tarifs en vigueur en 2007-2008.

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**France, pays à risques selon l'Iran.** Le pays a appelé ses ressortissants à éviter autant que possible de se rendre en France en raison des problèmes de sécurité créés par la situation sociale dans ce pays, et à faire preuve de « *vigilance* » s'ils ne peuvent pas reporter leur déplacement.

**Préavis de grève dans l'air.** Le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPC) a appelé les hôtesses et stewards des compagnies aériennes françaises à cesser le travail du 5 au 8 novembre pour dénoncer un article du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2011.

**Connexion en l'air.** SAS sera la première compagnie aérienne d'Europe à offrir un service Internet et mobile sur ses vols court et long-courriers à partir d'avril 2011. Ce service sera disponible gratuitement en classe affaires et en super-économique ; et payant en classe économique.

**Airbus au sol.** La compagnie australienne Qantas a suspendu les vols de six A380 après un incident de moteur qui a contraint l'un de ces appareils à retourner se poser en urgence à Singapour.

**Délinquance juvénile.** Le secrétaire d'Etat à la Justice Jean-Marie BOCKEL a remis au président de la République son rapport sur la prévention de la délinquance juvénile. Un tiers des 15 propositions concerne la responsabilisation des parents. M. BOCKEL revient sur l'idée très conversée d'un « *repérage précoce* » des troubles du comportement chez l'enfant entre 2 et 3 ans.

**Mort de la doyenne de l'humanité.** Née le 16 février 1896, Eugénie BLANCHARD, une religieuse française de 114 ans, est décédée à Saint-Barthélemy.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Voyage dans le temps.** C'est le « buzz » de la semaine. Il concerne une mystérieuse femme qui apparaît dans les bonus du DVD du film *Le Cirque* de Charlie Chaplin. Sur des images montrant le public se rendant à l'avant-première du film en 1928, une femme passe devant la caméra en tenant ce qui semble être un téléphone portable...

**L'art n'a plus de prix...** 48,8 millions de dollars (34,5 millions d'euros) ! C'est le prix atteint aux enchères de Christie's à New York par la sculpture grandeur nature de Matisse, « Nu de Dos, 4<sup>ème</sup> état ». Une somme record pour cet artiste.

## CARNET

### Nominations

**Joël GODEAU**, ambassadeur au Surinam.

**Etienne de PONCINS**, ambassadeur au Kenya.

**Bernard de MONTFERRAND**, ambassadeur en Allemagne, élu à la présidence de Platform.

**Gilles DUFEIGNEUX**, ancien collaborateur du Premier ministre, devient Délégué interministériel aux grands événements sportifs.

**Geoffroy SIGRIST** rejoint la CNIL comme attaché parlementaire.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)